

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de décembre 1999

Excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars en décembre 1999

Un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars a été constaté en décembre 1999, ce qui représente une hausse de 0,6 milliard par rapport à l'excédent enregistré en décembre 1998. Comme il a été indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, un excédent considérable était attendu en décembre. Habituellement, les recettes budgétaires sont à leur niveau le plus élevé le dernier mois de chaque trimestre, en raison du versement des acomptes provisionnels trimestriels de l'impôt sur le revenu des particuliers. En outre, le mois de décembre constitue la période de règlement des sociétés dont l'exercice prend fin le 31 octobre, soit principalement des institutions financières.

- Les recettes budgétaires ont grimpé de 1,5 milliard de dollars (10,3 %), une hausse principalement attribuable à la vigueur des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, qui ont augmenté de 0,9 milliard (54 %). Les bénéfices des sociétés ont bondi en 1999 après avoir été généralement faibles en 1998. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,3 milliard (4,2 %), en raison surtout de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont reculé par suite d'une réduction des taux de cotisation, tandis que des remboursements plus élevés ont réduit les rentrées au titre de la taxe sur les produits et services (TPS).

- Les dépenses de programme ont progressé de 1,1 milliard de dollars (12,4 %), hausse qui a été en majeure partie le fait de l'augmentation des coûts de fonctionnement et d'immobilisations.
- La dette publique a régressé de 0,2 milliard de dollars (6,3 %), en raison principalement de rajustements des mois précédents.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 10,9 milliards de dollars

Au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,9 milliards de dollars, en hausse de 0,6 milliard par rapport à l'excédent enregistré à pareille date en 1998-1999. Des déficits mensuels sont prévus pour le dernier trimestre de 1999-2000. Habituellement, les recettes régressent en janvier sous le coup du versement du crédit trimestriel pour TPS et des remboursements. Les remboursements au titre de l'impôt des particuliers ayant trait au traitement des déclarations de 1999 contribueront au recul des recettes en mars 2000. L'effet des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 1999 et la réduction récemment annoncée du taux de cotisation d'assurance-emploi, qui est passé de 2,55 \$ à 2,40 \$ (cotisation de l'employé par tranche de 100 \$ de gains assurables) le 1^{er} janvier 2000, contribueront à faire reculer les recettes budgétaires du dernier trimestre de l'exercice. En outre, le moment où sont reçues les recettes et où sont engagées les dépenses, y compris les répercussions des initiatives en matière de dépenses annoncées avant le budget de 2000, entraînera une réduction du solde budgétaire. Ces facteurs devraient réduire l'excédent à ce jour d'environ 3,4 milliards de dollars.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 782	16 299	116 011	119 719
Dépenses de programmes	-8 789	-9 880	-74 599	-77 945
Solde de fonctionnement	5 993	6 419	41 412	41 774
Frais de la dette publique	-3 562	-3 339	-31 058	-30 825
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 431	3 080	10 354	10 949
Opérations non budgétaires	-2 668	-4 512	-3 283	-5 355
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-237	-1 432	7 071	5 594
Opérations de change	4 219	3 875	3 394	-308
Solde financier net	3 982	2 443	10 465	5 286
Variation nette des emprunts	3 446	-50	-11 623	-603
Variation nette de l'encaisse	7 428	2 393	-1 158	4 683

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

En plus de ces facteurs, des initiatives stratégiques proposées dans le budget de 2000 amputeront l'excédent constaté à ce jour de 4,5 milliards de dollars supplémentaires. En allouant 3 milliards à la réserve pour éventualités, on obtient un budget équilibré. La partie inutilisée de la réserve pour éventualités, le cas échéant, servira à rembourser la dette publique. Pour un complément d'information, voir le chapitre 3 du *Plan budgétaire de 2000*.

Au cours des neuf premiers mois de 1999-2000, les recettes budgétaires ont augmenté de 3,7 milliards de dollars (3,2 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,6 milliards (4,5 %). Cette hausse est largement attribuable aux augmentations des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, reflétant le plus grand nombre de personnes ayant un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés

de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,3 milliard (2,0 %). En dépit d'une forte reprise des bénéfices des sociétés au cours des trois premiers trimestres de l'année civile 1999, les remboursements des trop-payés relativement à l'année d'imposition 1998 et les acomptes provisionnels fondés sur les obligations fiscales de 1998 ralentissent la progression des recettes à ce jour en 1999-2000. Le budget de février 2000 prévoit une vive remontée des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés au cours des derniers mois de l'exercice, lorsque les sociétés remettront leurs paiements finals pour l'année d'imposition 1999.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	décembre		variation (%)	d'avril à décembre		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 122	8 460	4,2	57 102	59 699	4,5
Impôt sur le revenu des sociétés	1 695	2 610	54,0	13 863	14 140	2,0
Autres	165	291	76,4	1 721	2 173	26,3
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 982	11 361	13,8	72 686	76 012	4,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 055	980	-7,1	13 993	13 312	-4,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 993	1 945	-2,4	16 348	17 653	8,0
Droits de douane à l'importation	166	230	38,6	1 818	1 765	-2,9
Taxes de vente et d'accise	595	665	11,8	6 420	6 182	-3,7
Total des taxes et droits d'accise	2 754	2 840	3,1	24 586	25 600	4,1
Total des recettes fiscales	13 791	15 181	10,1	111 265	114 924	3,3
Recettes non fiscales	991	1 118	12,8	4 746	4 795	1,0
Total des recettes budgétaires	14 782	16 299	10,3	116 011	119 719	3,2

- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 0,7 milliard (4,9 %), la réduction des taux de cotisation et les rajustements d'années antérieures ayant plus que compensé l'effet de l'augmentation du nombre de personnes ayant un emploi et, par conséquent, versant des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard (4,1 %). Les recettes nettes de TPS ont progressé de 1,3 milliard (8,0 %) sous l'effet des gains appréciables réalisés à l'égard des produits et services assujettis à la TPS. Toutefois, le calendrier des remboursements devrait faire reculer les recettes pour le reste de l'exercice. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 2,9 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 3,7 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.

- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 1,0 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes perçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 3,3 milliards de dollars (4,5 %) d'avril à décembre 1999, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,7 % étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. La hausse des prestations aux aînés est attribuable au nombre supérieur de personnes ayant droit à des prestations et à l'augmentation des prestations moyennes découlant de leur indexation à l'inflation.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	décembre		variation	d'avril à décembre		variation
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 923	2 007	4,4	17 008	17 414	2,4
Prestations d'assurance-emploi	1 047	1 000	-4,5	8 101	7 880	-2,7
Total	2 970	3 007	1,2	25 109	25 294	0,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	9 375	9 375	0,0
Transferts fiscaux	828	975	17,8	7 184	8 032	11,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-1 681	-1 688	0,4
Total	1 683	1 829	8,7	14 878	15 719	5,7
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	79	96	21,5	474	529	11,6
Affaires étrangères	203	113	-44,3	987	1 052	6,6
Santé	69	167	142,0	720	818	13,6
Développement des ressources humaines	288	165	-42,7	1 380	1 151	-16,6
Affaires indiennes et du Nord	285	326	14,4	3 007	3 109	3,4
Industrie et développement régional	173	214	23,7	1 055	1 058	0,3
Anciens combattants	114	117	2,6	1 024	1 038	1,4
Autres	58	192	231,0	1 651	1 522	-7,8
Total	1 269	1 390	9,5	10 298	10 277	-0,2
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	174	145	-16,7	759	710	-6,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	165	150	-9,1	1 310	1 345	2,7
Autres	83	102	22,9	733	804	9,7
Total	422	397	-5,9	2 802	2 859	2,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	879	1 278	45,4	6 853	7 902	15,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 566	1 979	26,4	14 659	15 894	8,4
Total	2 445	3 257	33,2	21 512	23 796	10,6
Total des dépenses directes de programmes	4 136	5 044	22,0	34 612	36 932	6,7
Total des dépenses de programmes	8 789	9 880	12,4	74 599	77 945	4,5
Frais de la dette publique	3 562	3 339	-6,3	31 058	30 825	-0,8
Total des dépenses budgétaires	12 351	13 219	7,0	105 657	108 770	2,9
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 922	6 226	5,1	50 285	51 290	2,0

La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison du nombre moins élevé de chômeurs. Par contre, il y a eu augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,8 milliard (5,7 %), sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation. Comme il était indiqué dans le budget de 1999, les droits à la péréquation ont été majorés considérablement par suite de révisions des données historiques, faisant état d'une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 2,3 milliards (6,7 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui influent sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,8 % par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, la baisse du taux d'intérêt réel moyen ayant plus que compensé l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 5,6 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 5,4 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 1999-2000, en hausse par rapport à 3,3 milliards dans la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Cela a permis de dégager un excédent financier (excluant les opérations de change) de 5,6 milliards au cours de la période d'avril à décembre 1999, soit une baisse par rapport à l'excédent de 7,1 milliards enregistré à la période correspondante de l'an dernier.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	décembre		d'avril à décembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 431	3 080	10 354	10 949
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	204	77	1 095	308
Autres	11	-42	-452	-105
Total	215	35	643	203
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-409	-684	-60	11
Comptes de pension de retraite	427	512	2 959	3 683
Autres	-37	19	8	-105
Total	-19	-153	2 907	3 589
Autres opérations	-2 864	-4 394	-6 833	-9 147
Total des opérations non budgétaires	-2 668	-4 512	-3 283	-5 355
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-237	-1 432	7 071	5 594
Opérations de change	4 219	3 875	3 394	-308
Solde financier net	3 982	2 443	10 465	5 286

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	décembre		d'avril à décembre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	3 982	2 443	10 465	5 286
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 141	82	5 972	6 949
Obligations d'épargne du Canada	48	11	-2 149	-670
Bons du Trésor	900	550	-25 200	-3 500
Autres	—	-93	1 281	-334
Total partiel	5 089	550	-20 096	2 445
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-630	28	-479	-10
Total	4 459	578	-20 575	2 435
Payables en devises				
Obligations négociables	—	—	9 226	2 527
Billets et prêts	—	—	—	—
Bons du Canada	-885	-628	801	-5 309
Billets du Canada	-128	—	-1 075	-256
Total	-1 013	-628	8 952	-3 038
Variation nette des emprunts	3 446	-50	-11 623	-603
Variation de l'encaisse	7 428	2 393	-1 158	4 683

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 décembre 1999	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	19 396	-5 113
Intérêt et dette échue	9 791	6 858	-2 933
Provisions	11 016	11 316	300
Total des créiteurs, des charges à payer et des provisions	45 316	37 570	-7 746
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	126 091	3 684
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	5 438	11
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 618	-106
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	138 147	3 589
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	302 709	6 957
Bons du Trésor	96 950	93 450	-3 500
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 974	-688
Autres	4 063	3 728	-335
Total partiel	424 427	426 861	2 434
Payable en devises			
Obligations négociables	23 907	26 434	2 527
Bons du Canada	10 230	4 921	-5 309
Billets du Canada	1 863	1 607	-256
Total partiel	36 000	32 962	-3 038
Total de la dette non échue	460 427	459 823	-604
Total de la dette portant intérêt	594 985	597 970	2 985
Total du passif	640 301	635 540	-4 761
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	21 358	6 085
Comptes d'opérations de change	34 668	34 975	307
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 332	-204
Total de l'actif	63 477	69 665	6 188
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	565 875	-10 949

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 5,3 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des

dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente des besoins. L'évolution

La revue financière

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)							
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174
<i>Moins :</i>								
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325			
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808

Source : *Comptes publics du Canada*

des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. En tenant compte de tous ces facteurs, les besoins financiers nets ont été de 0,3 milliard de dollars pour la période d'avril à décembre 1999, par rapport à des ressources nettes de 3,4 milliards au cours de la période correspondante en 1998.

Avec un excédent budgétaire de 10,9 milliards, des besoins nets de 5,4 milliards découlant des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,3 milliard provenant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 5,3 milliards pour la période d'avril à décembre 1999, comparativement à 10,5 milliards au cours de la période correspondante en 1998.

Grâce à ce solde financier et au remboursement d'une tranche de 0,6 milliard de dollars de la dette contractée sur les marchés à la fin de décembre 1999, l'augmentation nette de l'encaisse s'est chiffrée à 4,7 milliards, de sorte

que l'encaisse s'est établie à 14,0 milliards. L'accumulation de l'encaisse découle des mesures de précaution liées aux besoins de fins d'exercice.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

